

4) INTERVENANTS ET DEFINITIONS

L'architecte des bâtiments de France

Recruté par un concours d'Etat, l'architecte des bâtiments de France est un fonctionnaire d'Etat qui travaille au sein de services départementaux de l'architecture et du patrimoine. La fonction est départementale et il existe au moins un architecte des bâtiments de France par département, installé au chef-lieu de département.

Sa mission est double :

- faire appliquer les législations sur l'architecture, l'urbanisme, les sites, les monuments historiques et leurs abords ; les projets de construction en abords de monuments historiques doivent notamment recueillir son avis conforme
- diriger les travaux d'entretien sur les édifices classés monuments historiques lorsque la maîtrise d'ouvrage est assurée par le ministère chargé de la Culture ou que les propriétaires ou affectataires reçoivent une aide financière de l'Etat ; contrôler les travaux sur les édifices inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Il est en outre conservateur des monuments historiques appartenant à l'Etat dans son département et affectés au ministère chargé de la Culture, sous réserve de quelques exceptions.

L'architecte en chef des monuments historiques

Recruté par un concours d'Etat, il est nommé par le ministre chargé de la Culture dans une circonscription. Il formule toutes propositions et avis pour la protection, la bonne conservation, la mise en valeur et la réutilisation des immeubles protégés.

Il assiste la conservation régionale des monuments historiques pour la programmation annuelle des travaux. Conformément aux orientations définies par le conservateur régional des monuments historiques, il élabore les propositions d'études préalables aux travaux de restauration des monuments historiques classés. Il établit les dossiers d'études préalables et de restauration des monuments historiques classés en concertation avec le maître d'ouvrage et le propriétaire.

Ses dossiers sont approuvés par l'administration après avis de l'inspection générale des monuments historiques. Il est chargé, en tant que maître d'œuvre, de diriger les travaux sur les immeubles classés lorsque la maîtrise d'ouvrage est assurée par les services relevant du ministère de la Culture ou bien si les propriétaires reçoivent une aide financière pour la réalisation des travaux. Il peut intervenir sur tout édifice à la demande de son propriétaire.

Tout propriétaire peut solliciter auprès de la direction régionale des affaires culturelles, qui transmettra la demande au ministre pour décision, un changement d'architecte en chef des monuments historiques.

Le conservateur des antiquités et objets d'art

Depuis 1908, le conservateur départemental des antiquités et objets d'art est un agent indemnitaire de l'Etat, nommé par arrêté ministériel, sur avis de la Commission supérieure des Monuments Historiques (section objets d'art), placé sous l'autorité du préfet de chaque département. En liaison avec la Drac, assisté d'un ou plusieurs conservateurs-délégués, il est chargé du recensement **des objets**, de la mise en oeuvre des protections juridiques, de la conservation et la mise en valeur du patrimoine mobilier dans les monuments historiques (hors musées).

Il exerce cette mission fondamentale en plus d'une activité principale le plus souvent liée aux métiers de la Culture. Cependant, plus de 35 départements se sont dotés de services compétents pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine mobilier dont les agents sont nommés par le Ministère de la Culture et de la Communication conservateurs ou conservateurs-délégués des Antiquités et Objets d'art.

Le conservateur régional des monuments historiques

Placé sous l'autorité du directeur régional des affaires culturelles, il dirige la conservation régionale des monuments historiques. Il veille à l'application de la réglementation relative à la protection du patrimoine. Il réalise, avec les personnels de documentation, le recensement et l'étude du patrimoine à protéger et élabore les dossiers à soumettre à la CRPS.

Il coordonne le suivi de l'état de conservation des monuments. Il élabore sur le plan technique et financier les projets de programmes de restauration des monuments protégés. Enfin il assume la conduite et le contrôle les travaux de restauration sur les monuments historiques classés dont l'exécution est assurée par le ministère chargé de la Culture.

Le conservateur des monuments historiques

Conseil scientifique auprès du conservateur régional des monuments historiques, historien d'art de haut niveau, il apporte à ce titre son concours à toutes les actions de protection et de conservation du patrimoine conduites par la conservation régionale :

- il initie et coordonne les actions de recherche concernant le patrimoine monumental ;
- il émet un avis sur les dossiers de protection des immeubles, qu'il rapporte habituellement devant la CRPS ;
- il émet un avis sur les études et projets de restauration, et participe à l'élaboration de la programmation.

Il anime le réseau des conservateurs départementaux des antiquités et objets d'art, assure ou participe à la maîtrise d'œuvre des travaux de restauration du patrimoine mobilier.

L'inspecteur général des monuments historiques

L'inspection générale des monuments historiques s'articule en deux composantes, intervenant fréquemment ensemble, en fonction de leurs spécificités :

- l'inspecteur général des monuments historiques - conservateur, qui est un historien d'art de formation
- l'inspecteur général des monuments historiques - architecte en chef

Ils rendent conjointement, selon leurs compétences respectives, leurs avis aux DRAC sur les études et projets de restauration du patrimoine monumental, sur les projets de programmation de travaux, ou tout sujet important nécessitant une expertise approfondie dans le domaine du patrimoine.

Ils contrôlent tous deux la mise en œuvre des travaux de restauration approuvés, et peuvent se voir confier par le ministre toute mission d'expertise ou de conseil relevant de leur spécificité.

L'inspecteur général des monuments historiques – architecte rapporte devant la commission supérieure les projets de travaux qui lui sont soumis.

L'inspecteur général des monuments historiques – conservateur émet un avis sur les projets de classement au titre des monuments historiques soumis à la commission supérieure. Il contrôle l'activité scientifique des conservateurs des monuments historiques et des conservateurs des antiquités et objets d'art.

Le Laboratoire de recherche des monuments historiques

Le Laboratoire de recherche des monuments historiques est un service à compétence nationale du ministère de la culture et de la communication (direction de l'architecture et du patrimoine, sous-direction des monuments historiques) consacré aux études et recherches sur la conservation *in situ* des monuments et objets du patrimoine culturel (classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques). Le LRMH est installé depuis 1970 dans les communs du château de Champs-sur-Marne. Il comprend 8 sections : pierre, vitrail, peintures murales-polychromie, grottes ornées, textile, métal-béton, microbiologie, bois. En 2003, l'équipe comprend 33 personnes : ingénieurs, techniciens, photographes, documentalistes, secrétaires.

Le LRMH mène des études de fond, en liaison avec des laboratoires du CNRS, des universités ou des grandes écoles, des études sur un monument ou sur une œuvre, à la demande des maîtres d'œuvre et responsables du service des monuments historiques, généralement dans le cadre d'une étude pluridisciplinaire préalable aux travaux de restauration, ou des études sur l'environnement des œuvres et sur leurs conditions de conservation.

Maître d'œuvre :

Le maître d'œuvre est la personne physique ou morale à qui le maître d'ouvrage confie le soin d'établir le projet ou d'en contrôler l'exécution. C'est un professionnel de la construction : architecte, ingénieur-conseil, bureau d'études, cabinet d'ingénierie. Il est rémunéré par le maître d'ouvrage en fonction de la mission qui lui est confiée. Dans le cas des monuments historiques, la maîtrise

d'œuvre des travaux de restauration est confiée à l'architecte en chef des monuments historiques lorsque la maîtrise d'ouvrage est assurée par les services de l'Etat ou que les propriétaires reçoivent une aide financière de l'Etat au titre de la loi du 31 décembre 1913. Aux mêmes conditions, les travaux d'entretien des MH sont assurés par les architectes des bâtiments de France.

Maîtrise d'ouvrage :

Le maître d'ouvrage a la charge et l'organisation générale de l'opération. Il lui appartient, après s'être assuré de la faisabilité et de l'opportunité de l'opération envisagée, d'en déterminer la localisation, d'en définir le programme, d'en arrêter l'enveloppe financière prévisionnelle, d'en assurer le financement, de choisir le processus selon lequel l'ouvrage sera réalisé et de conclure, avec les maîtres d'œuvre et les entrepreneurs qu'il choisit, les contrats ayant pour objet les études et l'exécution des travaux. Dans le cas des monuments historiques, la fonction de maître de l'ouvrage est exercée par le préfet de région (direction régionale des affaires culturelles). Dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage exercée par les collectivités locales ou par des particuliers, les attributions de l'Etat sont aménagées pour permettre le maintien de l'exercice de ses responsabilités résultant de la loi de 1913 d'une part, du contrôle des subventions allouées d'autre part.